DIAL 2596

AMÉRIQUE LATINE - La politique latino-américaine de la droite espagnole

Juan Agullo

vendredi 1er novembre 2002, mis en ligne par Dial

En 1992, la célébration du Vème Centenaire de la "découverte de l'Amérique" marqua une inflexion de la politique latino-américaine de l'Espagne. A partir de cette date, Madrid mit en œuvre une politique de pénétration commerciale et financière en Amérique latine, dans le but de compenser la faiblesse de ses entreprises en Europe. L'arrivée de la droite au pouvoir - en 1996 - renforça cette tendance par la constitution d'un lobby patronal qui, à l'heure actuelle, détermine l'action politique de l'Espagne dans la région. Le gouvernement Aznar a choisi de se rallier à un type de coopération plus proche du modèle nord-américain que de la tradition ouest-européenne, comme en témoigne largement son appui au Plan Colombie. Les liens entre les oligarchies espagnoles et latino-américaines se renforcent. L'objectif visé par le gouvernement espagnol est d'importer le maximum de capitaux en provenance d'Amérique latine pour permettre à l'Espagne d'accroître son rôle en Europe. Tel est le point de vue soutenu par Juan Agullo dans un article publié dans La Jornada*, 7 juillet 2002 (Mexique).*

« L'Amérique latine a de 1'importance pour nous : 400 millions de consommateurs », déclara un jour Rodrigo Rato, ministre de 1'économie du gouvernement Aznar. Les récents achats de Radiópolis par le groupe Prisa et de Pegaso par Telefónica, en font foi, mais surtout montrent que le Mexique est toujours important pour 1'Espagne. La stratégie de pénétration n'est pas nouvelle ; en son temps, elle fut mise en place en Argentine, au Brésil, en Colombie ou au Pérou. L'origine du problème est récente : à la fin des années 80, la privatisation d'entreprises publiques favorisa la création d'énormes consortiums industriels, financiers, et de services. Tandis qu'en Espagne ces consortiums sont restés entre les mains de capitaux nationaux, en Amérique latine ils ont dû s'ouvrir - vu leur manque de liquidité- aux investisseurs étrangers.

La perte de marchés intérieurs dont commencèrent à souffrir les toutes nouvelles multinationales espagnoles - conséquence de la "libéralisation" des dits marchés - finit par faire de 1'investissement en Amérique latine une question de survie. Quelque chose qui impliqua une rupture pour un capitalisme de formation très tardive (postérieure à l'expérience coloniale et à la révolution industrielle) qui, jusqu'alors, avait eu suffisamment à faire pour se concentrer uniquement et exclusivement sur 1'Espagne. L'aventure, cependant, en tant que pari stratégique au-delà de la pure logique patronale, reçut tout de suite l'aval des gouvernements successifs de Madrid [1].

Les premiers pas

Le premier pas politique important fut clair : à partir de 1991 on commença à tenir des sommets ibéro-américains de chefs d'Etat et de gouvernement avec une périodicité annuelle. Détail curieux : le premier sommet eut lieu à Guadalajara (Jalisco) alors que Carlos Salinas de Gortari était président (1987/88-1994). On conçut un modèle simple : au départ on essaya d'imiter le système par lequel deux voisins européens de 1'Espagne, la France et 1'Angleterre, avaient réussi à perpétuer dans le temps un certain degré de

parrainage de leurs ex-colonies. Celle qui, au fil des ans, est finalement devenue 1'Organisation des États ibéro-américains (OEI) s'est constituée sur la base d'expériences bien rodées comme le Haut conseil de la francophonie (HCF) ou le Commonwealth.

A partir de cette structure, il fut relativement facile pour les gouvernements espagnols successifs d'arriver à des accords favorables à leurs intérêts, mais surtout de se transformer en une espèce de gardien de la démocratie en Amérique latine et de ce qui, pour le néolibéralisme, constitue son inséparable corollaire :

1'application "correcte" des plans d'"ajustement structurel". L'effet le plus important de ces derniers fut la "libéralisation" de secteurs entiers des différentes économies nationales qui, dépourvus de capitaux, n'eurent d'autre remède que de continuer à s'ouvrir aux investissements étrangers. Les investissements espagnols, dans ce cadre, jouèrent un rôle essentiel. Pour preuve, un exemple : en 1998, à peine six ans après la célébration du Vème Centenaire, 1'Espagne était devenue le second pays investisseur en Amérique latine, juste derrière les États-Unis.

Cependant toute structure a besoin d'être accompagnée par une superstructure qui la garantisse. Peut-être pour cette raison, à partir du milieu des années 90, les capitaux espagnols commencèrent à rechercher une couverture politique qui protègerait leurs intérêts naissants en Amérique latine. Autrement dit : le patronat espagnol commença à pousser de plus en plus résolument les gouvernements vers une redéfinition de la politique extérieure de leur pays. Les vieux schémas paternalistes du franquisme ne servaient plus leurs intérêts mais, paradoxalement, le gouvernement socialiste alors en place à Madrid refusait d'abandonner complètement une orientation où les facteurs politiques conservaient un poids important.

En outre, si l'on regarde les choses dans la perspective latino-américaine, un élément à prendre en compte est le fait que dans ces années-là le besoin d'investissements en Amérique latine n'existait pas seulement dans 1'ancien secteur public mais aussi dans les florissants empires privés, (comme celui des Azcàrraga au Mexique, celui des Cisneros au Venezuela, celui des Rocca en Argentine ou celui des Andrade au Brésil) qui s'étaient créés dans la région à 1'âge d'or de "la croissance intérieure". Les subventions et prébendes dont ces derniers avaient joui durant la Guerre froide de la part des différents gouvernements nationaux ne faisaient plus bon ménage avec le nouveau dogme libéral. Pour aggraver les choses, les obligations financières contractées dans le passé commençaient à peser. Ce ne furent donc pas des facteurs exclusivement exogènes qui déterminèrent la pénétration de multinationales étrangères, surtout espagnoles, en Amérique latine à partir des années 90.

La politique "caroline"

C'est ainsi que la politique latino-américaine de 1'Espagne fut radicalement redéfinie à partir de la victoire électorale de la droite en 1996. De fait, la constitution formelle de l'Organisation des États ibéro-américains fut suivie de la réorganisation du vieil Institut de la coopération ibéro-américaine (ICI, organe catalyseur de la politique latino-américaine de 1'Espagne) mais, surtout, de la création de la Fondation caroline. Officiellement, cet organisme a pour objet de gérer la politique culturelle, éducative et scientifique de 1'Espagne en Amérique latine. Pourtant, dans la pratique, il est beaucoup plus que cela ; il s'agit d'un lobby patronal et c'est lui qui, depuis deux ans environ, oriente, dans 1'ombre, la politique latino-américaine de Madrid. Le modèle, un vieux principe de la politique extérieure des Etats-Unis : « Ce qui est bon pour la Général Motors, est bon pour 1'Amérique. »

La direction de la Fondation caroline est composée de presque toutes les entreprises espagnoles qui ont actuellement des intérêts en Amérique latine. À savoir : BSCH, BBVA et Mapfre (banque et assurances) ; Repsol, Endesa, Iberdrola, Fenosa et Gas Natural (énergie) ; Iberia (transports) ; Dragados, ACS et FCC (construction) et enfin l'Editorial Planeta et le groupe Prisa (moyens de communication).

Ne restent en dehors que deux multinationales qui ont un véritable poids spécifique dans la région : Telefonica (télécommunications) et Sol Meliá (tourisme). Sont donc présentes presque toutes celles qui existent et ce sont elles qui, par consensus, définissent telle ou telle action du gouvernement espagnol : tantôt il s'agit d'exercer des pressions sur 1'Argentine pour lui faire accepter les exigences de FMI

(lesquelles, dans ce cas précis, sont presque les mêmes que celles des banques espagnoles), tantôt de conspirer contre le gouvernement du président Chavez au Venezuela [2].

Elément novateur mais non absurde de la nouvelle politique latino-américaine de 1'Espagne, c'est le nouveau modèle de relations bilatérales qui s'est établi entre Washington et Madrid, surtout depuis 1'arrivée de George W. Bush à la Maison Blanche. Le gouvernement de José María Aznar, conscient du pouvoir des États-Unis en Amérique latine, préféra rompre avec le vieux modèle européen de 1'ouest de collaboration critique avec Washington et se rallier à une coopération transatlantique de tradition plus anglo-saxonne. Les résultats ne se sont pas fait attendre : les États-Unis ont transformé 1'Espagne en l'un de leurs interlocuteurs privilégiés en Europe [3] et, en échange, le Plan Colombie - axe de la nouvelle politique latino-américaine de Washington - a reçu un appui quasiment inconditionnel de la part de Madrid. La coordination présumée entre les deux pays durant la tentative de coup d'Etat au Venezuela ou 1'inclusion des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) dans la liste européenne des organisations terroristes, constituent des preuves à ce sujet.

Le corollaire de la nouvelle stratégie espagnole en Amérique latine a été apporté aussi par une politique de coopération au développement qui, au lieu de s'orienter vraiment vers ce but lointain, a plutôt été conçue comme un élément essentiel d'une stratégie purement partisane.

L'objectif de cette dernière consiste à drainer des richesses des deux côtés de 1'Atlantique, renforçant de cette manière les liens entre les oligarchies espagnole et latino-américaine, formant de nouveaux cadres adeptes du dogme libéral et finançant des organisations sociales et des structures partisanes idéologiquement voisines. A ce propos, ces derniers temps, on a parlé en Espagne avec beaucoup d'insistance des Légionnaires du Christ, une organisation religieuse ultra-conservatrice d'origine mexicaine, dont on soupçonne Ana Botella, 1'épouse du président Aznar, d'en être membre [4].

Dernière et importante caractéristique de la politique latino-américaine de la droite espagnole : la question des migrations. Depuis 1'arrivée de la droite au pouvoir, Madrid a voulu que son évolution s'adapte aux intérêts du patronat espagnol, intérêts qui en ce moment passent par une compétitivité que l'on cherche à atteindre par 1'abaissement des coûts du capital en circulation. Les législations successives sur les migrations visent donc à mettre en oeuvre cette mesure sans entraîner de risques politiques et sociaux excessifs : il s'agit surtout de susciter une concurrence entre la force de travail nationale et la force importée, concurrence qui, quoi qu'il en soit, ne doit pas non plus affecter exagérément la sphère productive. Pour cela, on privilégie une immigration relativement homogène en termes linguistiques et religieux que l'on favorise par le biais d'une politique d'accords bilatéraux avec des pays latino-américains. Bien sûr, quand les dits accords sont débordés par la demande, apparaît la répression : chaque jour une cinquantaine de Latino-Américains sont expulsés d'Espagne.

Dans son essence, 1'ultime objectif des politiques décrites ici consiste à importer le maximum de capitaux en provenance d'Amérique latine afin d'accroître le rôle de 1'Espagne en Europe à un moment historique clé.

Pour Madrid, il ne s'agit donc pas tant, comme le répète la rhétorique officielle, d'établir un pont entre 1'Amérique latine et 1'Europe, que d'articuler une politique extérieure aux couleurs néo-coloniales qui se combine, bien sûr, avec les intérêts des Etats-Unis dans la région. Vue dans cette perspective, 1'appellation "caroline" convient bien : ce fut précisément sous le règne récemment célébré de Charles V (1500-1542) qu'eut lieu la Conquête de l'Amérique.

L'histoire se répète-t-elle ?

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2596.
– Traduction Dial.

– Source (espagnol) : La Jornada, 7 juillet 2002 (Mexique).

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Ce n'est pas un hasard, par exemple, si en pleine vague d'achat d'anciennes entreprises publiques argentines par des multinationales espagnoles, le président espagnol d'alors, Felipe Gonzalez (1982-1996), lors d'une visite à Buenos Aires, a déclaré : « Si j'avais de l'argent, j'investirais en Argentine. »

[2] A ce sujet, consulter le rapport présenté récemment par le parti politique espagnol Izquierda Unida (Gauche unie) en relation avec la participation présumée du gouvernement de Madrid à la tentative de coup d'État au Venezuela (en date du 11 avril 2002).

[3] Les symboles sont importants : le premier pays européen à être visité par George W. Bush aussitôt après son accession à la présidence fut l'Espagne. Autre donnée significative : durant la récente visite du président Aznar aux Etats-Unis, a été établi un accord inédit de coopération politique et idéologique entre la Fondation Heritage (think tank du Parti Républicain étatsunien) et la Fondation espagnole pour l'analyse et les études sociales.

[4] La polémique est venue par l'intermédiaire d'un livre publié récemment de Alonso Torres Robles : La prodigieuse aventure des Légionnaires du Christ (Ed. Foca, Madrid, 2001). On y révèle le degré de pénétration atteint par la dite organisation dans les élites politiques, économiques et financières espagnoles.